

**ALLOCUTION DE MONSIEUR  
MAXIME SIB  
CHEF DE LA DELEGATION DU BURKINA FASO  
A LA 33<sup>ème</sup> SESSION DE LA CONFERENCE  
ISLAMIQUE DES MINISTRES DES AFFAIRES  
ETRANGERES  
BAKOU, LE 20 JUIN 2006**

**Monsieur le Président,  
Mesdames et Messieurs les chefs de délégation,  
Honorables invités, Mesdames et Messieurs,**

Prenant la parole au nom de SEM Youssouf OUEDRAOGO, Ministre d'Etat Ministre des Affaires étrangères du Burkina Faso, qui n'a pu faire le déplacement de Bakou, je voudrais, avant tout propos, adresser, au nom du Président du Faso, Son Excellence Monsieur Blaise COMPAORE, du gouvernement et du peuple burkinabé, mes sincères remerciements au gouvernement et au peuple de la République d'Azerbaïdjan pour l'accueil chaleureux et amical réservé à ma délégation et à moi-même depuis notre arrivée dans ce beau pays.

**Monsieur le Président,**

Je voudrais vous féliciter pour votre brillante élection à la direction de notre réunion. Je demeure convaincu que vos qualités humaines et intellectuelles nous guideront assurément vers des conclusions qui renforceront davantage notre organisation commune. A cet égard, ma délégation ne ménagera aucun effort pour vous apporter son appui dans l'accomplissement de votre noble mission.

Je voudrais également féliciter le Président sortant, pour sa contribution très appréciable dans la promotion de la cause islamique et pour le renforcement des acquis de l'organisation.

Je voudrais enfin, remercier et féliciter le Pr. Ekmeledin ISHANOGLU, notre Secrétaire général, pour le leadership dont il fait montre depuis qu'il a pris en main la destinée de notre importante organisation.

**Monsieur le Président,  
Messieurs les Ministres et chefs de délégation,  
Honorables délégués,**

Depuis la 32<sup>ème</sup> session des Ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique, tenue en juin en 2005 à Sanaa, nous avons engagé un processus de réforme devant permettre à notre organisation de mieux servir la cause de la Oummah islamique. Ces réformes doivent être menées à leurs termes si nous voulons faire de notre Organisation un acteur efficace et incontournable de la scène internationale, toute chose qui devrait nous permettre de participer à l'édification d'un monde juste et équitable, un monde de paix, de solidarité et de tolérance.

Pour mener à bien ces réformes, l'engagement politique et surtout financier des Etats membres est indispensable,

à un moment où l'Organisation connaît des difficultés financières. J'en appelle donc à la volonté des Etats membres, pour que des contributions de quelque nature que ce soit et aussi modestes soient-elles, puissent être mises à la disposition de l'OCI. Pour ma part, je puis vous assurer de la volonté et de l'engagement de mon pays, à soutenir ce processus salvateur de réforme entreprise au sein de l'OCI.

L'adoption à la Mecque en décembre 2005, de l'important programme d'action décennal, constitue, à cet égard, un défi majeur de la Oummah islamique, dans la mesure où il traduit la solidarité qui unit les Etats membres de notre organisation.

Pour concrétiser cette nouvelle vision au sein de notre espace, il est impérieux que nous nous mobilisions davantage pour la mise en oeuvre dans les meilleurs délais, de ce programme. Dans cette perspective, le Burkina Faso, se propose d'accueillir une rencontre sous-régionale ouest- africaine sur le Programme spécial pour l'Afrique.

**Monsieur le Président,  
Messieurs les Ministres et chefs de délégation,  
Honorables délégués,**

Placée sous le thème de " l'harmonisation des droits, des libertés et de la justice", la présente session ne pouvait se tenir à meilleur moment. Elle se tient en

effet à la suite de l'élection des membres du nouveau conseil des droits de l'homme, chargé d'interpeller les Etats sur leurs responsabilités en matière de droit de l'homme.

Parmi les Etats membres de ce Conseil, figurent des Etats de l'OCI qui, je n'en doute pas, seront à la fois les dignes Ambassadeurs et les avocats de la vision du monde islamique en matière de droits de l'homme et partant, des libertés et de la justice. A cette fin, il nous faut avant tout parler d'une même voix et harmoniser nos lois sur les questions des droits, des libertés et de la justice. C'est à ce prix que nous combattons l'islamophobie, l'intolérance religieuse et les préjugés.

Dans le même ordre d'idées, il est souhaitable d'adopter une position qui mette en exergue la volonté des Etats membres de notre organisation, de contribuer à la recherche d'une solution par la voie du dialogue face au désaccord qui oppose la République islamique d'Iran à un certain nombre de pays occidentaux.

**Monsieur le Président,  
Messieurs les Ministres et chefs de délégation,  
Honorables délégués,**

La situation en Palestine mérite, au regard des récents évènements, un engagement conséquent de notre organisation, pour sortir nos frères de la situation

dramatique dans laquelle ils continuent de vivre. De même, le devoir de solidarité nous commande de tout mettre en œuvre pour que les puissances économiques occidentales reviennent sur leur décision de désengagement financier, vis-à-vis de la Palestine.

Ce même élan de solidarité doit également nous motiver dans la recherche de la paix et la sécurité dans le monde islamique notamment au Darfour, en Somalie et en Irak.

**Monsieur le Président,  
Honorables invités, Mesdames et Messieurs**

L'atteinte des objectifs que notre organisation s'est fixés s'en trouvera compromise, tant qu'un vaste élan de solidarité des Etats membres ne visera pas la levée des subventions des produits agricoles, et notamment sur le coton, pratiquées par certains pays occidentaux.

C'est aussi au nom de cette solidarité que le Burkina Faso, candidat au poste de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies pour la période 2008-2009 sollicite votre soutien, combien inestimable.

Je tiens à vous rassurer que mon pays adhère aux principes et à la Charte des Nations Unies et par conséquent, coopère avec tous les Etats respectueux du droit international et, rejette toute forme d'unilatéralisme, qui bafoue le respect de la

souveraineté des Etats et des peuples, principe fondamental du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

**Monsieur le Président,  
Honorables invités, Mesdames et Messieurs,**

Je voudrais pour conclure, réitérer solennellement à l'OCI toute la satisfaction et la reconnaissance du gouvernement et du peuple burkinabé, pour l'importante contribution qu'elle apporte à notre combat pour la consolidation du développement.

Je puis vous assurer que, le Burkina Faso ne ménagera aucun effort pour contribuer à l'avènement d'une OCI plus efficace, plus moderne et plus solidaire.

**Je vous remercie.**